

Bulletin d'histoire politique

La dépression politique des Anglo-Montréalais lors de la crise des années trente

Jack Jedwab



Volume 9, numéro 2, printemps 2001

Les années 1930 au Québec : une société à la recherche de son avenir

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1060462ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1060462ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Jedwab, J. (2001). La dépression politique des Anglo-Montréalais lors de la crise des années trente. *Bulletin d'histoire politique*, 9(2), 63–72.
<https://doi.org/10.7202/1060462ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2001

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

La dépression politique des Anglo-Montréalais lors de la crise des années trente

JACK JEDWAB

historien

Directeur général de l'Association d'études canadiennes⁽¹⁾

Selon l'historien Paul-André Linteau, « la vaste ébullition idéologique suscitée par la crise se répercute directement sur la scène politique ». Diverses formations plus ou moins importantes voient le jour, les vieux partis sont en proie aux dissensions, et l'instabilité affecte les gouvernements aussi bien à Ottawa qu'à Québec. Mais cette effervescence ne bouleverse pas en profondeur la vie politique, qui reste caractérisée par la continuité de ses institutions et sa fidélité à la tradition démocratique libérale »².

Dans l'article qui suit, nous allons examiner les comportements politiques des anglo-protestants, à travers les journaux montréalais de langue anglaise. Quelles stratégies politiques les médias anglophones ont-ils proposées devant la conjoncture économique des années trente ? Comme nous le verrons, alors que les anglophones de Montréal ont voté de façon relativement unanime aux élections provinciales de l'époque, il n'y a pas eu de consensus auprès de leurs médias quant aux partis politiques qui méritaient la confiance et l'appui des électeurs. Nous avons choisi de mettre l'accent sur les comtés montréalais de Westmount et Notre-Dame-de-Grâce parce qu'ils ont tous deux une forte concentration d'anglo-protestants. En 1931, leurs populations respectives étaient de 26 000 et 10 000 personnes. En 1935, un observateur brosse ainsi le portrait de ces deux comtés :

Les maisons confortables étaient occupées par des gérants et des professionnels ayant un revenu annuel maximum de 1 800\$. Soixante-dix pour cent de la population sont d'origine anglo-saxonne³.

Notre méthodologie consiste en une analyse des quotidiens montréalais de langue anglaise des années 1930 (*La Gazette*, le *Montreal Star* et le *Montreal Herald*) ainsi que de certains hebdomadaires de la communauté anglophone. Dans le cas de la *Gazette* et du *Herald*, les lecteurs sont majoritairement issus de la classe moyenne, tandis que dans le cas du *Montreal Star* celui-ci était orienté davantage vers la bourgeoisie anglophone de l'époque.

Nous avons procédé à l'analyse de deux hebdomadaires, l'*Examiner* de Westmount et le *Monitor* de Notre-Dame-de-Grâce, afin d'étudier leur couverture des élections de comtés et de les situer dans le champ plus large des quotidiens. Nous avons choisi de mettre l'accent sur les élections provinciales et fédérales afin d'établir le lien entre la crise économique et le comportement politique des Anglo-Montréalais.

La province de Québec est la seule province à travers le Canada où la population anglophone n'est pas majoritaire. Au cours des années 1900, la population anglophone du Québec était largement composée de personnes d'origines britannique et protestante (anglo-protestante), d'une minorité composée d'Irlandais catholiques et d'individus de confession juive. Cent ans plus tard, la composition de la population anglophone a subi de profondes transformations sur les plans ethnique et confessionnel. À titre d'exemple, aujourd'hui, les gens d'origine britannique sont loin d'être majoritaires au sein de la communauté anglophone.

La première moitié du XX^e siècle est caractérisée par la prédominance « du fait britannique » au sein la communauté québécoise de langue anglaise. Cela se reflète dans l'importance du réseau des écoles protestantes et des institutions philanthropiques à caractère confessionnel. La préservation de l'identité confessionnelle de ces institutions était cruciale. Il existait des barrières entravant l'accès des non-protestants à des postes décisionnels au sein de plusieurs de ces institutions. Cette situation est attribuable au protectionnisme ethno-religieux d'un groupe anglo-protestant qui se sentait à la fois minoritaire et majoritaire.

La continuité du « leadership » institutionnel ne dépendait pas uniquement des chefs de file de la communauté anglophone mais reposait également sur la stabilité à la fois économique, sociale et politique de la société dans son ensemble. Pour les anglo-protestants, le maintien de relations harmonieuses avec la majorité ethno-religieuse de la province, soit la population catholique de langue française, était vital. Éviter les tensions entre les deux groupes était alors essentiel pour les anglo-protestants, qui se méfiaient de ceux qui faisaient appel aux catholiques français pour mener des actions collectives sur le plan politique. Dans un livre intitulé *Community Besieged: the Anglophone minority and the politics of Quebec*, le politologue Garth Stevenson maintient qu'une séparation sociale et institutionnelle facilitait le *modus vivendi* entre Anglo-Québécois et Franco-québécois. Pour l'auteur, il était nécessaire d'accommoder leurs élites respectives par le biais des institutions politiques².

Au cours de la première moitié du XX^e siècle, parmi les questions qui divisent les anglo-protestants et les catholiques français, nous trouvons la participation du Canada à la guerre de Boers et les crises de la conscription

au cours de la première et de la seconde guerre mondiale. Toutefois, il serait inexact de suggérer qu'après la grande crise économique des années trente, les tensions entre les deux communautés se sont rapidement aggravées. Il y a même eu une certaine « convergence tranquille » entre les deux groupes quant à la protection de leur structure institutionnelle respective, particulièrement par rapport à la présence des immigrants non chrétiens.

La crise économique intensifie les conflits idéologiques à travers le Canada. Au Canada anglais, des mouvements relativement marginaux, tel le communisme, le socialisme (défendu par le CCF) ou la doctrine du crédit social (populaire en Alberta) attirent de plus en plus de citoyens. Quant à l'importance de ce phénomène au Québec, les anglo-protestants n'ont pas cru que la gauche radicale (communiste) pouvait attirer les catholiques français. En ce qui concerne la « droite », durant les années trente on ne pensait pas que ces idées pouvaient trouver un auditoire significatif auprès de la classe politique québécoise.

À la fin des années vingt, seules les provinces de Québec et de l'Île-du-Prince-Édouard avaient des gouvernements libéraux. De 1897 jusqu'au années trente, les Libéraux ont été au pouvoir, dirigés respectivement par Lomer Gouin (1905-1920) et Louis Alexandre Taschereau (1920-1936). Au niveau fédéral le Premier ministre libéral Mackenzie King a tenu des élections en juin 1930, en pleine crise économique. Son adversaire, le Conservateur R. B. Bennett espérait remplacer King avec un programme majeur de réformes économiques. En fait, en 1930 les conservateurs ont emporté les élections fédérales avec une majorité importante dans presque toutes les provinces y compris une bonne performance au Québec. Selon la *Gazette* de Montréal, l'augmentation du vote conservateur dans la province (4 comtés en 1926 à 24 en 1930) représentait la fin de l'isolement de l'électorat canadien-français⁴. Ceci a aussi confirmé l'échec de la stratégie de certains libéraux fédéraux visant à fomenter des préjugés entre les Canadiens anglais et Canadiens français. La *Gazette* en conclut que « les électeurs Canadiens français n'étaient pas ouverts à ces appels qui allaient à l'encontre de leurs meilleurs intérêts et de leur bon sens ». Selon ce journal montréalais, le mouvement vers les conservateurs « va sauvegarder le peuple du Québec du danger de représentation en bloc, un danger que n'importe quelle province avec une identité raciale devrait éviter »⁵. En fin de compte, les médias anglophones percevaient les Canadiens français comme conservateurs par tradition et par intérêt.

La *Gazette* de Montréal n'était pas une admiratrice du Premier ministre libéral qui, selon ce journal, adoptait des politiques perçues comme contraires aux intérêts commerciaux et industriels de la métropole. Les politiques continentalistes attribuées à King apparaissaient comme une grave

menace aux traditions, droits et garanties historiques offerts aux Canadiens français par la Grande-Bretagne. Pourtant, tous les anglo-protestants n'étaient pas hostiles à Mackenzie King⁶. En effet, le journal *Herald* de Montréal décrivait Bennett, qui proposait un programme de dépenses jugées inacceptables, comme un des plus importants « agitateur socialiste » au monde⁷. S'il existait des divisions dans les rangs de la bourgeoisie mont-réalaise, elles ne se reflétaient pas auprès des électeurs anglophones de cette ville qui appuyaient les Conservateurs. Le comté fédéral de Saint-Antoine, combiné au district de Westmount, avait la plus importante concentration d'électeurs anglophones de la province et il était considéré comme le comté électoral le plus conservateur du Canada. Il était représenté par Robert S. White, un vétéran de la politique canadienne et le seul élu vivant ayant fait partie de l'administration du Sir John A. Macdonald en 1888. Les médias anglophones de Montréal l'ont décrit comme le doyen du conservatisme parce que White possédait le même esprit Tory qui caractérisait le Premier ministre du pays⁸. Cette allégeance envers les conservateurs fédéraux s'est faite sentir au niveau provincial, où les libéraux étaient historiquement associés par les Anglo-Montréalais avec les « Rouges », la fraction la plus autonome. Depuis la création du comté provincial de Westmount en 1912, jusqu'aux années 1930, les électeurs anglo-protestants ont appuyé les Conservateurs provinciaux et leur candidat, le général Charles A. Smart. On disait que Smart surveillait de très près le régime Taschereau⁹. En fait, les conservateurs étaient beaucoup moins populaires auprès des électeurs francophones. Le comportement politique des anglo-protestants diverge non seulement de la majorité des Canadiens français, mais aussi de la population juive du Québec qui elle aussi supportait très majoritairement le Parti libéral du Québec. Pour leur part, jusqu'aux années trente, les anglophones à l'extérieur de Montréal votaient eux aussi pour les Libéraux¹⁰.

La victoire des conservateurs fédéraux en 1930 et la persistance des problèmes économiques offraient une excellente occasion aux conservateurs provinciaux de mettre fin à la domination des libéraux. Lors des élections de 1931, l'impact de la crise économique sur la politique provinciale était mieux connu. Même si, au niveau fédéral, la *Gazette* a appuyé les Conservateurs, au niveau provincial, elle supportait les Libéraux d'Alexandre Taschereau et insistait sur le fait que, malgré la crise économique, il n'était pas nécessaire de changer de gouvernement. Selon ce journal, M. Taschereau était un administrateur expérimenté et sa longue présence au pouvoir ne devrait pas être perçue comme un inconvénient. Le journal applaudissait les efforts des libéraux qui s'attaquaient aux problèmes de chômage par la création d'emplois. Avec l'hiver, on mettait en place des programmes de travaux publics. L'aide aux municipalités défavorisées constituait aussi une bonne

façon de dépenser les fonds publics. On insistait sur le fait que l'objectif du gouvernement de s'attaquer à la pauvreté et au chômage était très légitime¹¹. Quoique les conditions socio-économiques créaient en principe un terrain favorable à leur diffusion, les courants de gauche ne parvinrent guère à s'imposer dans le Québec des années de crise. Selon la *Gazette*, le communisme nourrissait les frustrations de ceux qui étaient appauvris. Le journal anglo-montréalais recommandait la ligne dure contre le mouvement communiste au Canada qui exploitait la crise économique pour servir des fins anarchistes¹².

Durant la campagne électorale d'août 1931, les Libéraux n'ont pu compter sur l'appui d'un autre journal anglo-montréalais : le *Montréal Star*. Ce journal appuyait les Conservateurs provinciaux dirigés par le maire de Montréal, Camillien Houde. Selon le *Star*, le maire Houde était un homme d'État et un administrateur réputé. Il proposait des pensions pour les personnes âgées, la création d'un ministère du Travail et une intervention accrue dans le domaine de la santé¹³. Selon le *Star*, après trente-quatre ans sous la gouverne libérale, le changement s'imposait pour que la population se libère de la tyrannie de l'administration de Taschereau. Le *Star* reflétait mieux la perspective des électeurs anglo-protestants ainsi que l'appui généralisé de cette communauté pour le Parti conservateur. En fait, Houde s'est aligné sur l'administration de R. B. Bennett qui était largement soutenue par les électeurs anglo-montréalais. Contrairement à la *Gazette*, le *Star* a ignoré les appels de la part de Houde en vue de « sauver la race canadienne-française » et les accusations à l'effet que Taschereau ne faisait rien pour faire avancer la condition de cette population¹⁴. Le 24 août 1931, les libéraux d'Alexandre Taschereau balayèrent les comtés de la province avec l'appui d'une majorité substantielle d'électeurs et de sièges à l'assemblée législative de la province. Parmi les comtés conservateurs restants, se trouvaient les plus importants districts anglophones de la province. La défaite des conservateurs provinciaux était en partie attribuée au lien avec leurs confrères fédéraux qui, durant leur première année au pouvoir, avaient été incapables de redresser le chômage et de lutter contre le déclin économique généralisé. Pour sa part, la *Gazette* exprimait sa déception quant à l'absence d'un représentant anglophone au sein du nouveau cabinet provincial. Même si de nombreux conservateurs fédéraux avaient voté pour des candidats anglophones libéraux, davantage d'électeurs restaient fidèles aux partisans conservateurs¹⁵.

À leur congrès de 1933, les conservateurs provinciaux nommèrent le jeune Maurice Duplessis pour assumer le leadership du Parti. Les effets de la crise invitaient à l'adoption de solutions politiques non traditionnelles et, en réaction, Duplessis proposa des mesures pour protéger l'économie provinciale contre la domination étrangère. Un exemple des réformes proposées était la création d'un réseau provincial d'hydroélectricité. La nouvelle

approche des conservateurs provinciaux manifestait un écart radical avec ses principes précédents¹⁶.

Peut-être le plus important mouvement politique à émerger de la grande crise, venait des jeunes libéraux dissidents qui, en 1934, ont formé l'Action Libérale Nationale. Dirigée par Paul Gouin, l'ALN a proposé des mesures incluant la réduction des « trusts » anglo-saxons, la création d'une entreprise publique pour développer une puissance hydraulique, une étude sur la nationalisation de firmes privées d'hydro-électricité et d'entreprises d'État pour faire la concurrence avec des firmes privées, ceci notamment dans les industries du charbon et de l'essence¹⁷. De telles propositions allaient susciter de façon presque certaine une réaction défavorable de la part du milieu d'affaires anglo-protestant.

L'ALN souffrait du manque d'expérience politique que les plus vieux partis possédaient. Pour le surmonter, l'ALN a recherché un allié qui pourrait poursuivre des objectifs similaires. Avec le Parti conservateur, l'ALN crut avoir trouvé des politiciens partageant au moins le désir d'évincer les Libéraux de Taschereau. À la suite de délibérations prolongées sur les principes des deux formations, l'ALN et les conservateurs arrivèrent à un compromis, ce qui a donné naissance à l'Union nationale sous la direction de Maurice Duplessis. Quelques semaines avant les élections provinciales de 1935, Duplessis et Gouin émirent une déclaration conjointe soulignant la politique du nouveau Parti.

Après la défaite du régime anti-national et trustard de M. Taschereau, le Parti conservateur provincial et l'Action Libérale Nationale formeront un gouvernement national, le programme sera celui de l'Action Libérale Nationale, programme qui s'inspire des mêmes principes que celui du Parti conservateur provincial¹⁸.

Certains électeurs anglais ont été incommodés par l'alliance provinciale du Parti conservateur avec l'ALN. La perception d'une expression fortement nationaliste des factions politiques assorties du Québec n'a pas été très populaire chez les électeurs anglo-protestants de Montréal. Ironiquement, les libéraux de Taschereau étaient aussi considérés par la majorité de la communauté anglo-protestante, comme ayant d'importantes tendances nationalistes.

Même si certains médias anglophones ne s'opposaient pas au gouvernement de Taschereau, la majeure partie des résidents anglais percevait le Premier ministre libéral comme un tyran, un autocrate et un politicien voué uniquement à sa carrière personnelle¹⁹.

Lorsque le segment le plus nationaliste du Parti libéral s'est allié aux conservateurs provinciaux, les électeurs anglo-protestants ont été confrontés

à un difficile dilemme. La crédibilité des candidats conservateurs qui représentaient les comtés anglo-protestants était mise à l'épreuve par les constituants. Il était nécessaire de convaincre les électeurs que la philosophie conservatrice de l'Union Nationale continuerait d'être l'approche dominante au sein du leadership de la formation²⁰. Durant la campagne électorale de novembre 1935, le journal anglophone du quartier de Notre-Dame-de-Grâce, le *Monitor*, maintint que le comté de Westmount était pratiquement acquis aux Conservateurs et leur candidat C. A. Smart²¹.

Avertis des inquiétudes des électeurs anglais à propos de l'alliance conservateur-ALN, les représentants du Parti libéral saisirent rapidement l'occasion d'attirer des électeurs conservateurs. Le candidat libéral de Westmount, Alan Mitchell, essaya de persuader les électeurs que Maurice Duplessis avait de tout cœur adopté les propositions de réformes radicales qui seraient mises en branle par Paul Gouin et l'Action Libérale Nationale²².

D'un point de vue idéologique, les représentants libéraux anglophones maintenaient qu'ils étaient plus philosophiquement conservateurs que leurs adversaires. Mitchell décrivait l'administration libérale de Taschereau du moment comme étant conduite de la façon la plus conservatrice possible. Il assura qu'on ne pouvait en attendre autant du nouveau groupe de l'ALN ou de M. Duplessis.

Lors de l'élection fédérale de 1935, le gouvernement conservateur du Canada, dirigé par R. B. Bennett, fut défait par le Parti libéral de Mackenzie King. La défaite des Conservateurs a largement été attribuée à l'incapacité de trouver une solution à la crise économique qui faisait rage au sein de la nation au début des années 1930. À Westmount, les libéraux provinciaux et fédéraux unirent leurs forces afin d'essayer de profiter de l'incohérence au sein de l'Union Nationale. Le ministre fédéral de la Défense, le Colonel Gil Ralston, remarqua que les partisans de M. Duplessis avaient proposé un programme à contenu conservateur pendant que le manifeste de l'ALN était, selon lui, « Ultra Rouge ». Ralston conclut que, comme en 1935, il n'y avait plus de Parti conservateur provincial au Québec²⁴.

En novembre 1935, le parti provincial de Taschereau était réélu. Pourtant, dans la circonscription provinciale de Westmount, les résultats de l'élection locale constituèrent une surprise pour l'*Examiner*. Bien que les votes indiquaient la victoire pour M. Smart, ce dernier avait vu fondre sa majorité. La réduction était particulièrement évidente à Westmount, où l'*Examiner* rapportait que les cinq premiers bureaux de scrutin, situés dans le « haut » de la ville, avaient donné au libéral Mitchell une majorité inattendue de cent soixante-huit votes²⁵. Hors des limites du secteur de Westmount, Smart était en avant avec quatre-vingts votes de plus. Dans le secteur de Notre-Dame-de-Grâce, Smart avait une majorité de plus d'une

centaine de votes. Le *Monitor* concluait que l'électorat de Notre-Dame-de-Grâce avait « renversé les Libéraux ».

L'*Examiner* était incapable d'expliquer une si sévère réduction des votes dans le « Tory stronghold » de Westmount. Il était concerné par le fait que cela se soit produit à un moment où les bases mêmes du gouvernement de Taschereau étaient mises en danger par un électorat opprimé et surchargé d'impôts²⁶.

De l'avis de l'*Examiner*, étant donnée l'opinion des anglophones face au gouvernement qui était demeuré au pouvoir au cours des trente-trois dernières années, « aucune personne avec un esprit sain n'irait voter en faveur des politiques du groupe de Taschereau ». On laissait entendre que les citoyens de Westmount, Notre-Dame-de-Grâce et Montréal-Ouest étaient trop conscients des enjeux de l'économie politique et trop sains dans leur jugement pour être attirés par les « fanatiques » (les libéraux) à un moment où l'intégrité économique même de la province était en jeu²⁷.

Quoi qu'il en soit, il apparaît clairement que l'élection de 1935 a été importante pour les anglo-protestants de Montréal en ce sens qu'ils durent réévaluer leur adhésion au Parti conservateur de la province. Comme les conservateurs flirtaient avec les éléments nationalistes de la période, les comportements politiques traditionnels de l'électorat anglo-montréalais ont semblé être ébranlés.

En raison des pertes électorales infligées aux Libéraux provinciaux lors de l'élection de 1935, le gouvernement Taschereau dut se défendre contre la pression croissante d'un nombre significatif de membres de l'opposition à l'Assemblée législative. Dans les dix premiers mois de son mandat, de nombreux cas de corruption furent relevés contre Taschereau et des personnes-clés de son gouvernement. Le 28 août 1936, l'*Examiner* de Westmount proclamait que « Duplessis et ses alliés avaient descendu le cuirassé "Vieux Rouge" en laissant seulement quatorze survivants à bord »²⁸.

L'*Examiner* avait exprimé sa satisfaction envers les résultats électoraux de la province dans un article intitulé « A Vote for House-cleaning ». Il donnait trois explications à la victoire de l'Union Nationale: d'abord, un mécontentement général dû aux bas prix agricoles et au chômage qui continuait à se répandre; ensuite, la difficulté pour les électeurs d'appuyer le Parti après les révélations d'une enquête sur les comptes publics à l'effet que le Parti libéral avait fermé les yeux sur des pratiques malhonnêtes; enfin, l'*Examiner* suggérait qu'un esprit de révolte existait au Québec relativement à la domination des Anglais et des Américains sur les plus grandes industries québécoises. Toutefois, au cours de sa campagne électorale, Duplessis s'était distancé des propositions de l'ALN et de ses candidats dans le comté de Westmount. Bulloch a déclaré que, sous un régime dominé par Duplessis, les

capitiaux de l'extérieur seraient les bienvenus dans la participation du développement économique de la province²⁹. Selon Garth Stevenson, Duplessis ne voulait pas offenser l'élite anglophone et n'a donc pas remis en question les privilèges de cette minorité³⁰. Pour la première fois en vingt-trois ans, un membre du comté de Westmount siégeait du côté du gouvernement à l'Assemblée législative du Québec.

La grande crise n'a pas eu un impact majeur quant à l'augmentation des tensions entre les anglo-protestants et les catholiques français du Québec. Sur le plan politique, assez ironiquement, au début de la crise économique, les anglophones de Montréal et la majorité de l'électorat francophone de la province se sont opposés. Mais au milieu des années trente, de nombreux électeurs francophones et anglophones se sont finalement retrouvés au sein de la même formation politique. Toutefois, c'était souvent pour des raisons divergentes. Pour plusieurs électeurs anglophones, les médias de langue anglaise ont servi d'interprètes afin d'expliquer la situation politique du Québec. Les éditorialistes anglophones ont perçu les francophones comme étant philosophiquement conservateurs et peu susceptibles de se mobiliser derrière des groupes aux idées radicales. Cette vision des Anglophones sur les Francophones va à l'encontre de l'historiographie récente qui attribue une importance considérable aux courants nationalistes du Québec au début des années trente. La crise économique a eu un impact beaucoup moindre sur les relations entre Québécois anglophones et francophones, que la controverse autour du rôle du Canada dans la Deuxième Guerre mondiale qui, au début des années quarante, souleva les passions nationalistes. Ainsi, la brève lune de miel politique entre les deux communautés au milieu des années trente s'est évaporée et, ironiquement, malgré de meilleures conditions économiques, les relations entre les deux groupes devinrent plus tendues.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. En 1992, M. Jedwab recevait son doctorat en histoire du Québec de l'Université Concordia. Le titre de sa thèse était : « The Politics of Finance: Contrasting Public Finance in Quebec, 1867-1896 ».

2. Paul-André Linteau et al., *Histoire du Québec contemporain : Le Québec depuis 1930*, Les Éditions du Boréal Express, 1986, p. 101.

3. Garth Stevenson, *Community Besieged: The Anglophone Minority and the Politics of Quebec*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1999, p. 34.

4. L. G. Reynolds, *The British Immigrant: His Social and Economic Adjustment in Canada*, Toronto, Oxford University Press, 1935, p. 144.

Paul André Linteau, *Histoire de Montréal depuis la Confédération*, Montréal, Boréal, 1992.

Jack Jewab, *The Political behavior of two Montreal anglophones constituencies during the Duplessis area 1935-1956: the case of Westmount and Notre-Dame-de-Grace*, Concordia University, 1992.

5. The Montreal Gazette, 29 juillet 1930.
6. The Montreal Gazette, 22 juillet 1930.
7. The Montreal Herald, 26 juillet 1930.
8. The Westmount Examiner, 23 août 1935, p. 1.
9. The Monitor, 21 novembre 1935.
10. Jack Jedwab, *Uniting Uptowners and Downtowners: the Jewish Electorate and Quebec Provincial Politics, 1927-1939*, Études ethniques au Canada, 1986, tome II.
11. Ronald Rudin, *The Forgotten Quebecers: A History of English-Speaking Quebec 1759-1980*, Montreal, QRC, 1985.
12. The Montreal Gazette, 13 août 1931.
13. The Montreal Gazette, 13 août 1931.
14. The Montreal Star, 19 août, 1931.
15. Idem.
16. The Montreal Gazette, 18 août, 1931.
17. Jean-Louis Roy, *Les programmes électoraux au Québec*, tome II, 1931-1966, Ottawa, les Éditions Lémeac, 1971, p. 260-261.
18. Idem.
19. Idem., p. 252.
20. The Monitor, 21 novembre 1935, p. 1.
21. The Westmount Examiner, 15 novembre 1935, p. 2.
22. The Monitor, 18 novembre 1935, p. 1.
23. The Monitor, 11 novembre 1935, p. 1.
24. Idem.
25. Idem.
26. The Westmount Examiner, 22 novembre 1935.
27. Idem.
28. Idem.
29. The Westmount Examiner, 28 août 1936, p.2.
30. Idem, 21 août 1936, p. 6.
31. Stevenson, *Community Besieged*.